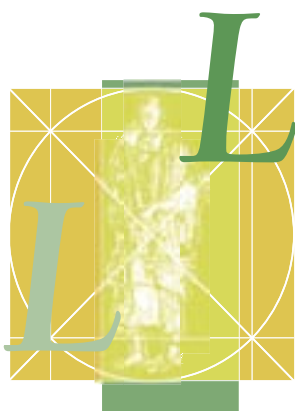


# Développer la coopération régionale



*LES PAYS SAHÉLIENS se sont unis depuis plus de 25 ans pour apporter ensemble des réponses à leurs problèmes communs : la sécurité alimentaire et la lutte contre la désertification. Cette coopération régionale se renouvelle aujourd'hui en impliquant de multiples acteurs. Elle contribue de façon pragmatique à la construction d'espaces régionaux réellement intégrés.*

Face à la balkanisation de l'espace politique les dirigeants d'Afrique de l'Ouest ont dès l'indépendance, élaboré des projets d'intégration régionale assez ambitieux. La constitution de blocs régionaux intégrés était perçue comme une voie prometteuse permettant de partager les investissements industriels, et de créer des marchés suffisamment grands pour attirer les investisseurs étrangers, etc. Mais les organisations d'intégration qui ont vu le jour dans les années 1960 et 1970, n'ont pas réussi à concrétiser ces ambitions et l'espace est resté fragmenté, peu intégré. Les années 1980 ont ainsi été marquées par un certain désenchantement vis-à-vis de l'intégration régionale. La priorité était alors donnée aux programmes d'ajustement structurel que les pays ont négocié indépendamment les uns des autres avec les bailleurs de fonds. Cependant, au cours de la dernière décennie, l'intégration régionale a connu un certain regain d'intérêt, avec la création en 1994 de l'UÉMOA et, plus récemment, la relance du projet de seconde zone monétaire, regroupant les pays qui n'appartiennent pas à la zone Franc.

Parallèlement à ces hauts et bas des processus d'intégration, les pays de la région ont engagé de nombreuses actions de coopération régionale. Celles-ci se différencient des premiers par des objectifs plus modestes, liés à un domaine d'intervention particulier, et par une configuration géographique variable. Bien souvent, ces actions constituent un apprentissage de l'intégration régionale, permettant aux différentes catégories d'acteurs (décideurs politiques, fonctionnaires, opérateurs privés...) d'apprendre à travailler ensemble au niveau régional.

Si la sécurité alimentaire a été l'un des champs où la coopération régionale ouest-africaine a été la plus intense, c'est parce que, très tôt, dès les crises alimentaires des années 70, il est apparu que l'action régionale constituait l'un des leviers à mobiliser pour

obtenir une amélioration durable de la sécurité alimentaire dans chaque pays.

Les thèmes des actions de coopération régionale en matière de sécurité alimentaire sont nombreux et très divers. Schématiquement, ils peuvent être regroupés en trois catégories :

- les actions qui favorisent une meilleure gestion des interdépendances entre les pays ;
- les actions qui permettent de réaliser des économies d'échelle dans la résolution de problèmes communs ;
- les actions qui permettent aux pays de la région de peser davantage dans leurs relations avec le reste du monde.

## GÉRER LES INTERDÉPENDANCES ENTRE LES PAYS

Sous le terme générique d'interdépendances, on considère l'ensemble des actions menées dans un pays qui peuvent avoir des conséquences dommageables chez l'un de ses voisins (les externalités négatives en économie). Ces interdépendances se matérialisent à travers la circulation des biens, des personnes, des animaux ou la présence de ressources naturelles transnationales. Ainsi, dans ce domaine, les actions de coopération régionale peuvent porter sur :

- *la gestion concertée de ressources naturelles communes* à travers des actions telles que : la concertation sur les projets d'aménagement des grands fleuves, afin d'éviter que les prélèvements effectués par un pays (aménagements hydro-agricoles par exemple) ne pénalisent les usagers des pays situés en aval ; la mise en place d'un système harmonisé de régulation des ressources halieutiques afin de garantir le renouvellement de celles-ci ; la concertation sur l'utilisation des ressources (pâturages, bois de feu) situées dans des zones frontalières et exploitées par des acteurs de deux ou plusieurs pays, afin de prévenir les conflits entre les utilisateurs et favoriser une exploitation pérenne de ces ressources ;
- *la surveillance régionale* (pour la prévention et la lutte) des ravageurs des cultures qui se déplacent sur de grandes distances (criquet pèlerin) afin d'éviter qu'un défaut de vigilance dans un pays se traduise par des dégâts importants sur les cultures dans l'ensemble de la région. L'éradication des épizooties relève de la même approche étant donné la grande mobilité régionale du bétail ;
- *l'harmonisation des politiques économiques nationales* dont les écarts créent des distorsions de concurrence entre agriculteurs (par exemple : fiscalité sur les intrants, facturation de l'eau sur les périmètres irrigués) ou freinent le commerce régional des denrées agricoles et alimentaires (réglementation des trans-



- ports, fiscalité sur le commerce, contraintes administratives — officielles ou officieuses — aux échanges). La promotion des échanges régionaux nécessite également que les pays se coordonnent au niveau régional pour la mise en place de systèmes régionaux d'information sur les marchés, pour la définition de normes communes relatives aux produits alimentaires et aux intrants agricoles (en particulier les produits phytosanitaires) et pour l'instauration d'un système de règlement des différends;
- la *coordination des actions de prévision des récoltes et des politiques de prévention des crises alimentaires*, afin d'éviter, par exemple, que l'obtention de quantités importantes d'aide alimentaire dans un pays ne viennent perturber le développement du marché céréalier dans les pays voisins.
  - la mise en place d'un dispositif commun de veille sur les sources de conflits entre les pays, qui peuvent avoir des effets dommageables sur la sécurité alimentaire.

#### RÉALISER DES ÉCONOMIES D'ÉCHELLE DANS LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES COMMUNS

Bien que les spécificités nationales soient fortes, les problématiques d'insécurité alimentaire des pays sahéliens présentent de nombreux traits communs et les défis à relever sont, pour la plupart, semblables (voir fiches A et B). Pour des États dont les ressources sont limitées, il est donc indispensable de rechercher, chaque fois que cela s'avère pertinent, la réalisation d'économies d'échelle en conduisant des actions régionales. Cette coopération pour la résolution de problèmes semblables peut se matérialiser dans plusieurs domaines :

- la *définition et la mise en œuvre de programmes de recherche en agronomie et en sciences sociales* à partir des priorités du Sahel et des besoins réels des utilisateurs. Dans ce domaine, la coordination régionale permet, d'une part, d'organiser une certaine division du travail entre les systèmes nationaux de recherche et, d'autre part, d'obtenir des résultats plus probants en raison de la disponibilité d'un plus grand nombre de références comparables entre elles. La gestion rationnelle de l'eau, la conservation et la restauration des sols, la gestion intégrée de la fertilité des sols, la protection phytosanitaire intégrée des cultures, les interrelations entre population et environnement sont parmi les thèmes les plus concernés par une telle coopération régionale;
- la *formation de cadres nationaux et régionaux* (directement ou via la formation de formateurs), pour laquelle une action à l'échelle régionale facilite la valorisation des ressources humaines et des équipements disponibles ; elle offre également l'avantage de renforcer les liens entre des acteurs impliqués dans un même domaine professionnel. L'agrométéorologie, l'hydrologie, la protection intégrée des cultures, la gestion concertée des ressources, la transformation des produits agricoles, l'analyse des filières, des marchés et des politiques commerciales... constituent quelques uns des thèmes clés de formations régionales. Celles-ci peuvent s'adresser à des cadres des administrations, à des responsables d'organisations socioprofessionnelles (organisations paysannes notamment) ou encore à des élus locaux;
- la *capitalisation des expériences* accumulées dans chacun des pays sur les différentes composantes des politiques de sécurité alimentaire. Il s'agit d'offrir la possibilité aux différents acteurs sahéliens, engagés dans une action particulière, de tirer parti des échecs et réussites enregistrés dans d'autres pays. Ce besoin d'échanges et d'analyse d'expériences concerne de très nom-

breux sujets, tels que : la maîtrise de l'eau, la conservation des sols, les règles relatives à l'accès et à l'usage des ressources en milieu pastoral, les conditions de pérennisation des systèmes financiers décentralisés, la diversification des actions d'urgence... Bien souvent, cette capitalisation régionale d'expériences peut aboutir à la mise au point de méthodologies plus performantes, mises en œuvre par la suite dans chacun des pays. À titre d'exemple, on peut citer les méthodologies relatives au suivi des ressources naturelles, au diagnostic de la pauvreté, au ciblage des populations vulnérables, etc.;

- la *définition de normes communes* relatives aux politiques sociales, afin de renforcer l'adhésion de chaque pays à une communauté d'idées et de valeurs, par exemple : la définition des conditions d'accès à l'alimentation et aux services sociaux de base; la promotion des droits des populations pauvres;
- l'*élaboration de dossiers de plaidoyer collectif*, afin d'accroître la sensibilisation de la communauté internationale et régionale à certains des enjeux majeurs de la sécurité alimentaire au Sahel et servir de base technique à l'organisation d'une concertation internationale. La valorisation des ressources en eau du Sahel est certainement le thème prioritaire devant faire l'objet de ce type d'action régionale.

#### PESER D'AVANTAGE DANS LES ENCEINTES INTERNATIONALES

Dans le contexte d'insertion croissante du Sahel dans l'économie mondiale, il est indispensable que les pays unissent leurs efforts pour que leurs intérêts soient davantage pris en compte dans les différentes enceintes où se définissent les règles internationales relatives aux conditions des échanges et aux normes de production et de consommation. Cette dimension de la coopération régionale concerne les différentes négociations en cours à l'OMC et la négociation, qui vient de débiter, d'un accord de partenariat économique avec l'Union européenne (voir la fiche B4) ainsi que les négociations relatives aux conventions internationales sur l'environnement et celles concernant la pêche.

Sur le plan institutionnel, la mise en œuvre de toutes ces actions de coopération régionale peut être très diverse : institutions intergouvernementales, fédérations régionales d'organisations socio-professionnelles, réseaux multi-acteurs (chercheurs, fonctionnaires, représentants de la société civile...), forums ponctuels, institutions privées à qui un mandat est confié par une institution régionale ou un groupe d'États, etc.

